

No. 16754

**FRANCE
and
CHAD**

**Agreement on cultural co-operation. Signed at N'Djamena
on 6 March 1976**

Authentic text: French.

Registered by France on 15 June 1978.

**FRANCE
et
TCHAD**

**Accord de coopération culturelle. Signé à N'Djamena le
6 mars 1976**

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 15 juin 1978.

ACCORD¹ DE COOPÉRATION CULTURELLE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD

Le Gouvernement de la République française, d'une part,
Le Gouvernement de la République du Tchad, d'autre part,
Conscients des liens d'amitié qui unissent les deux Nations,
Considérant l'intention exprimée par les deux Gouvernements d'assurer aux études dispensées sous leurs auspices un niveau sanctionné par des diplômes reconnus équivalents,
Sont convenus de ce qui suit :

TITRE I. DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT

Article 1^{er}. Le Gouvernement de la République du Tchad et le Gouvernement de la République française s'engagent à coopérer dans les domaines de l'enseignement et de la recherche.

Article 2. Chacun des deux Gouvernements facilite sur son territoire la formation des ressortissants de l'autre Partie poursuivant des études dans les établissements d'enseignement général, technique et professionnel.

Article 3. Les grades, diplômes et titres universitaires délivrés par les autorités compétentes de la République du Tchad et de la République française sont admis sur le territoire de l'une ou l'autre Partie contractante en équivalence avec les grades, diplômes et titres correspondants selon les procédures nationales requises.

Article 4. Les personnes physiques ou morales ressortissant de l'une des Parties contractantes peuvent ouvrir des établissements d'enseignement privé sur le territoire de l'autre, sous réserve qu'elles aient les qualifications professionnelles requises pour enseigner et qu'elles se conforment aux lois et règlements d'ordre public en vigueur au lieu de l'établissement.

Les autorisations accordées aux établissements régulièrement ouverts à la date d'entrée en vigueur du présent Accord sont confirmées.

Article 5. Le Gouvernement de la République du Tchad accorde éventuellement toutes facilités au Gouvernement de la République française pour ouvrir et entretenir sur le territoire de la République du Tchad, dans le respect des lois et des règlements relatifs à l'ordre public et aux bonnes mœurs, des établissements d'enseignement relevant de son autorité.

TITRE II. DES ÉCHANGES CULTURELS

Article 6. Les deux Parties contractantes encouragent leurs échanges culturels par tous les moyens à leur disposition.

¹ Entré en vigueur le 27 janvier 1978, date de la dernière des notifications par lesquelles les Parties contractantes se sont informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises, conformément à l'article 14.

Article 7. La République française s'engage à faciliter les études ou recherches des ressortissants tchadiens, notamment par l'organisation de stages.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à faciliter l'accès des ressortissants de l'autre Partie aux établissements universitaires et culturels ainsi qu'aux instituts de recherche relevant de son autorité.

Article 8. Chacune des deux Parties contractantes favorise sur son territoire la création de bibliothèques, d'instituts et de centres culturels.

Chacune des deux Parties contractantes assure à l'autre sur son propre territoire, dans le cadre des lois et règlements en vigueur relatifs à l'enseignement public, la libre circulation des matériels didactiques, culturels et sportifs.

Les deux Parties s'engagent de même à faciliter par tous les moyens et notamment par l'organisation de voyages d'études, de stages, d'échanges d'enseignants et de sportifs, la connaissance mutuelle de leurs pays.

Article 9. Les deux Parties contractantes s'engagent à faciliter, chacune sur son propre territoire, aux ressortissants de l'autre, la consultation d'archives, l'organisation de manifestations artistiques, culturelles et sportives.

TITRE III. DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RADIODIFFUSION

Article 10. Les deux Gouvernements conviennent de coopérer dans le domaine de la radiodiffusion.

Cette coopération technique couvre les études, l'équipement, les échanges d'information, la formation du personnel et l'exploitation du service de la Radiodiffusion nationale tchadienne.

Article 11. A cet effet, le Gouvernement de la République française assure, dans la mesure de ses possibilités, le Gouvernement de la République du Tchad des services des organismes publics spécialisés pour :

- Faire procéder à l'étude de toutes les questions techniques, financières et administratives relatives à l'implantation, à l'organisation et au développement de la radiodiffusion, ainsi que de tous les modes de diffusion et d'expression faisant appel à des techniques voisines;
- Demander la formation et le perfectionnement des personnels tchadiens.

Article 12. Le Gouvernement de la République française met à la disposition du Gouvernement de la République du Tchad les techniciens français dont la Radiodiffusion nationale tchadienne a besoin.

Ces agents sont régis par les dispositions de la Convention générale applicable au personnel français en service au Tchad.

Article 13. Les modalités pratiques du présent Accord seront fixées par des Accords particuliers.

Article 14. Le présent Accord, qui remplace et abroge la Convention du 7 mars 1963 et l'Accord du 19 mai 1964¹, est conclu pour une période d'un an renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties contrac-

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 659, p. 41.

tantes. La dénonciation devra être notifiée par voie diplomatique au moins six mois à l'avance.

Chacune des deux Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnellement requises pour la mise en vigueur du présent Accord qui prendra effet à la date de la dernière notification.

Chacune des Parties contractantes peut demander à tout moment la modification d'une ou plusieurs dispositions du présent Accord et l'ouverture de négociations à cet effet.

FAIT à N'Djamena le 6 mars 1976, en double exemplaire, original en langue française.

Pour le Gouvernement de la République française :
Le Premier Ministre,

[Signé]

JACQUES CHIRAC

Pour le Gouvernement de la République du Tchad :
Le Président du Conseil supérieur militaire,
Chef de l'Etat,

[Signé]

Général FÉLIX MALLOUM NGAKOUTOU BEY-NDI

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ ON CULTURAL CO-OPERATION BETWEEN THE
GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERN-
MENT OF THE REPUBLIC OF CHAD

The Government of the French Republic, on the one hand,
The Government of the Republic of Chad, on the other,
Conscious of the bonds of friendship which unite the two nations,
Considering the intention expressed by the two Governments to ensure for
education provided under their auspices a level confirmed by diplomas recognized as
equivalent,

Have agreed as follows:

TITLE I. CO-OPERATION WITH REGARD TO EDUCATION

Article 1. The Government of the Republic of Chad and the Government of
the French Republic undertake to co-operate in the field of education and research.

Article 2. Each of the two Governments shall facilitate in its territory the
training of nationals of the other Party who are pursuing studies in general, technical
and professional educational establishments.

Article 3. The diplomas and university degrees conferred by the competent
authorities of the Republic of Chad and of the French Republic shall be recognized in
the territory of either Contracting Party in accordance with the requisite national
procedures as equivalent to the corresponding diplomas and university degrees.

Article 4. Physical or juridical persons who are nationals of one of the Con-
tracting Parties may set up private educational establishments in the territory of the
other, provided that they have the necessary teaching qualifications and that they
conform to the laws and regulations governing public order in force in the place of
the establishment.

Authorizations granted to establishments regularly set up at the time of entry
into force of this Agreement are hereby confirmed.

Article 5. The Government of the Republic of Chad shall where necessary
accord every facility to the Government of the French Republic to establish and
maintain educational establishments under its authority in the territory of the
Republic of Chad, with due respect for the laws and regulations governing public
order and morality.

TITLE II. CULTURAL EXCHANGES

Article 6. The two Contracting Parties shall do all in their power to encourage
reciprocal cultural exchanges.

¹ Came into force on 27 January 1978, the date of the last of the notifications by which the Contracting Parties in-
formed each other of the completion of the required constitutional formalities, in accordance with article 14.

Article 7. The French Republic undertakes to facilitate the studies or research of nationals of Chad, in particular by organizing training courses.

Each of the two Contracting Parties undertakes to facilitate access for nationals of the other Party to university and cultural establishments and research institutes under its control.

Article 8. Each of the two Contracting Parties shall promote the establishment in its territory of libraries, institutes and cultural centres.

Each of the two Contracting Parties shall allow the other, in its own territory and subject to the laws and regulations in force concerning public education, to freely circulate teaching, cultural and sports material.

The two Parties also undertake to promote mutual knowledge of their countries by all possible means, including the organization of study tours, training courses and exchanges of teachers and athletes.

Article 9. The two Contracting Parties undertake to facilitate for the nationals of the other, each in its own territory, the consultation of archives and the organization of artistic, cultural and sporting events.

TITLE III. CO-OPERATION WITH REGARD TO RADIO BROADCASTING

Article 10. The two Governments agree to co-operate in the field of radio broadcasting.

Such technical co-operation shall cover studies, provision of equipment, exchanges of information, training of personnel and operation of the National Broadcasting Service of Chad.

Article 11. To that end, the Government of the French Republic shall, as far as possible, make available to the Government of the Republic of Chad the services of specialized public agencies for the purpose of:

- Undertaking a study of all the technical, financial and administrative questions relating to the installation, organization and development of radio broadcasting, and of all forms of dissemination and expression involving allied techniques;
- Applying for basic and advanced training for Chad personnel.

Article 12. The Government of the French Republic shall make available to the Government of the Republic of Chad the French technical personnel required by the National Broadcasting Service of Chad.

Such personnel shall be governed by the General Convention concerning the provision of personnel by the French Republic to assist in the operation of public services in the Republic of Chad.

Article 13. The procedures for the application of this Agreement shall be established in special agreements.

Article 14. This Agreement, which replaces and abrogates the Convention of 7 March 1963 and the Agreement of 19 May 1964,¹ is concluded for a period of one year and shall be renewed automatically unless it is denounced by one of the Con-

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 659, p. 41.

tracting Parties. Notice of denunciation shall be given through the diplomatic channel at least six months in advance.

Each of the two Contracting Parties shall notify the other of the completion of the formalities required under its Constitution for the entry into force of this Agreement, which shall enter into force on the date of the last such notification.

Each Contracting Party may at any time request the amendment of one or more provisions of this Agreement and the initiation of negotiations for that purpose.

DONE at N'Djamena on 6 March 1976, in two original copies, in the French language.

For the Government of the French Republic:

[Signed]

JACQUES CHIRAC
Prime Minister

For the Government of the Republic of Chad:

[Signed]

General FELIX MALLOUM NGAKOUTOU BEY-NDI
President of the Supreme Military Council
Head of State
